



**FORMULAIRE 4.5 - FONDS POUR LA CONSOLIDATION DE LA PAIX (PBF)
RAPPORT DE FIN DU PROJET**

PAYS: Burundi

PÉRIODE CONSIDÉRÉE: Mars 2015 - septembre 2017

Intitulé du Programme & Numéro du Projet

Intitulé du Programme: Appui à la Promotion du Dialogue National
Numéro du Programme (*le cas échéant*)
Numéro de référence du projet au MPTF (Bureau des Fonds d'affectation spéciale pluripartenaires):¹ PBF/BDI/A-13 00094613

Entités participantes de l'ONU

Liste des entités ayant perçu des fonds directement du MPTF dans le cadre du Programme: PNUD et UNESCO

Partenaires d'exécution

Liste des partenaires nationaux (gouvernement, privé, ONG et autres) et autres organisations internationales: ACCORD, NIMD et ICB, Media publics et privés, Chaire UNESCO, Conseil Interconfessionnel du BURUNDI (CICB)

Budget du Programme/Project (en dollars US)

Contribution du PBF (par l'entité participante de l'ONU)

PNUD: 1,100,000 USD

UNESCO: 140,000 USD

Contribution gouvernementale (*le cas échéant*)

Autres contributions (donateurs) (*le cas échéant*)

TOTAL: 1 240 000

Durée du Programme

Durée totale (*en mois*) 31 mois

Date de démarrage²
(*jour/mois/année*) 19/05/2015

Date de fin prévue à l'origine³ 30/09/2016
(*jour/mois/année*)

Date de fin actuelle⁴
(*jour/mois/année*) 30 septembre 2017

Évaluation du Prog/Examen/Éval. À mi-parcours

Évaluation du rapport à mi-parcours - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Évaluation finale - *veuillez joindre le document le cas échéant*

Oui Non Date:

Rapport soumis par

Nom: Adama Bocar Soko

Titre: Directeur Pays a.i

Organisation participante (principale): PNUD

¹ Le numéro de référence du projet inscrit au Bureau du MPTF est le même que celui figurant dans le Message de notification. Sur le site [MPTF Office GATEWAY](#), l'expression « Project ID3 » (Identité du Projet) est également utilisée.

² La date de démarrage est celle à laquelle a lieu le premier versement de fonds de la part du Bureau du MPTF, qui fait office d'Agent administratif. La date du versement figure sur le site [MPTF Office GATEWAY](#).

³ Conformément à l'approbation du descriptif de projet original par l'instance décisionnaire concernée/ou le Comité directeur.

⁴ S'il y a eu prolongation de la durée du projet, la date de fin révisée et approuvée doit figurer à cet endroit. À défaut d'approbation d'une extension du projet, la date de fin réelle est la même que la date de fin prévue à l'origine. La date de fin équivaut à la date de clôture opérationnelle - c'est-à-dire la date d'achèvement de l'ensemble des activités dont est chargée toute organisation participante dans le cadre du Plan MPTF ou du Programme conjoint approuvés.

PARTIE 1 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES OBJECTIFS

1.1 Évaluation de l'état d'avancement et des objectifs du projet

Pour les projets PRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement du relèvement pour la consolidation de la paix), veuillez identifier les résultats souhaités et les indicateurs du Plan des Priorités auxquels ce projet a contribué:

Résultat(s) souhaité(s) du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. Le dialogue national est renforcé pour une meilleure cohésion sociale.

Indicateur(s) de résultat du Plan des Priorités auxquels le projet a contribué. Les acteurs politiques et de la société civile, incluant les jeunes et les femmes, rapportent l'existence de mécanismes et de procédures inclusifs permettant un partenariat et un dialogue politique au niveau national.

Tant pour les projets IRF (c'est-à-dire relevant du Mécanisme de financement des interventions rapides) que pour les projets PRF, veuillez évaluer l'ensemble des objectifs atteints jusqu'à ce jour: conforme au plan

Tant pour les projets IRF que PRF, veuillez indiquer l'état d'avancement de chaque résultat en utilisant le tableau ci-dessous. Le tableau permet d'énumérer jusqu'à quatre résultats par projet.

Description du résultat 1: Les communautés, les acteurs politiques et de la société civile, dont les femmes et les jeunes, ont leur capacités renforcées et leurs aspirations prises en compte par le processus de dialogue inter burundais

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: conforme au plan

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

P1: 1560 leaders communautaires et acteurs politiques (355 femmes) ont été formés, en matière de dialogue et des espaces de dialogue inclusif ont été créés dans les 18 provinces du pays.

P2: Des consultations avec les acteurs politiques et autorités électorales sur l'implication dans les élections et dans les processus de dialogue ont été menées. Les partis politiques ont été renforcés en matière de participation aux élections.

P3: Les jeunes burundais ont été formés en matière de consolidation de la paix et bénéficié de l'expérience sous régionale dans le domaine. Des cadres mixtes de prévention des conflits et de dialogue permanent entre les Jeunes Leaders ont été créés dans les 18 provinces.

P4: Mobilisation de la population, leaders religieux, milieux scolaires, académiques pour la paix, proposent des solutions aux défis du pays. Les jeunes affectés par les violences échangent sur leurs problèmes. Opérationnalisation des réseaux des acteurs pour la paix (30 associations).

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Avant les élections, les différents ateliers de formation et de dialogue sur le processus électoral et sur le système politique avait permis d'amorcer un début de confiance entre les leaders et acteurs politiques et les représentants de la société civile. Les recommandations et aspirations exprimées par ces leaders ont été versées au processus de dialogue interne organisé par le Gouvernement du Burundi et les contributions aux différents points inscrits à l'agenda du dialogue externe ont été transmises à la médiation pour considération.

Au-delà du renforcement des capacités et de l'opportunité créée par les différents espaces d'échange mis en place, le projet a suscité une prise de conscience, de la part d'abord des leaders au niveau local et intermédiaire, et de la part des autorités du pays, sur l'importance de consulter les leaders jusqu'au niveau communautaire quand il y a des initiatives qui intéressent la vie du pays, surtout au niveau politique.

Il faut cependant signaler qu'avec les troubles électoraux de 2015, et le verrouillage politique qui s'en est suivi, les activités du projet ont connu quelques difficultés, et certaines formations politiques et organisations de la société civile n'ont plus eu l'opportunité d'être représentées à ces assises.

Aussi, le projet a offert aux jeunes garçons et jeunes filles, une meilleure occasion de réflexion sur des défis et opportunités du pays en matière de consolidation de la paix à travers des processus électoraux transparents, pacifiques et respectueux des lois des Etats et des principes démocratiques fondamentaux, avec une dimension sous régionale. A travers les cadres permanents de dialogue, les jeunes ont pris l'engagement d'œuvrer pour la paix et la prévention des conflits.

En résumé, il y a lieu d'affirmer que les différents leaders au niveau provincial et communal, y compris les femmes et les jeunes, ont eu leurs capacités en matière de participation au processus démocratique renforcées, et que leurs aspirations ont été canalisées vers les organisateurs des processus de dialogue interne et externe. En outre, les cadres de dialogue mis en place continueront à servir de référence et pourront être mis en échelle jusqu'au niveau communal et collinaire.

En ce qui concerne l'équité genre, le projet a essayé d'encourager la participation de la femme dans toutes les activités. Force a été de constater que les leaders à tous les niveaux et dans beaucoup de structures étaient majoritairement des hommes. C'est dans l'optique d'éveiller la conscience des différents responsables qu'une étude sur la place de la femme dans les formations politiques a été conduite.

Enfin, toute la population Burundaise, spécialement les jeunes, les associations, les leaders religieux et les académiques ont pu être sensibilisés en matière de paix et de dialogue communautaire à travers les media, les outils et autres espaces de communication (théâtre interactif, conférences/débat, reportages), et s'exprimer.

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

La crise de 2015 a beaucoup impacté le projet, en termes de délais et en termes d'approche. L'approche initiale était d'agir sur les niveaux national et provincial afin d'impulser un dialogue ouvert et inclusif autour de la participation aux élections et d'asseoir des mécanismes pérennes de consolidation de la paix, avant, pendant et après les élections. Avec la crise, le projet a été dans l'obligation de revoir ses ambitions, et de se concentrer sur le niveau communautaire et provincial.

Les activités de dialogue ont, vers la fin du projet, souffert d'une incompréhension de la part du Gouvernement, surtout en ce qui concerne la mise en place des cadres de dialogue, et n'a pas signé le document révisé, alors qu'il l'a avalisé à travers le Comité de Pilotage. Il a considéré le dialogue communautaire comme une incursion au processus de dialogue interne. Les partenaires de mise en œuvre du projet ont pu cependant user de leur ingéniosité pour finaliser les activités et avec l'implication des représentants du Gouvernement, malgré la non signature du projet. Il faut cependant signaler à cause de cette susceptibilité et de cette incompréhension, la visite d'étude qui était à l'extérieur du pays pour affermir les connaissances transmises aux leaders des partis politiques qui n'a pas pu se faire.

La non signature du document révisé a causé du retard aux activités de mobilisation en faveur du dialogue et de la cohésion sociale par les média.

Description du résultat 2:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en décalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Description du résultat 3:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

Description du résultat 4:

Évaluer l'état d'avancement actuel du résultat: en decalage

État d'avancement des produits

Liste des principaux produits accomplis du projet (1 000 lettres maximum). Les produits découlent directement de la mise en œuvre du projet.

État d'avancement du résultat

Décrire l'état d'avancement du résultat. Cette analyse doit découler des de l'état d'avancement de résultats et des produits accomplis indiqués ci-dessus. Le résultat a-t-il contribué de manière évidente à la consolidation de la paix et à la gestion des moteurs du conflit (3 000 lettres maximum)?

Justifications en cas de faibles résultats et mesures d'ajustement

Le cas échéant, veuillez indiquer les principales raisons d'un retard de mise en œuvre ou d'éventuels défis ou impasses. Ceux-ci figuraient-ils dans la matrice des risques? Comment ont-ils été gérés et quelles mesures d'ajustement ont été prises envisagées (1 500 lettres maximum)?

1.2 Évaluation des données, risques, effets catalytiques, et de la question de la parité entre les sexes dans le cadre du projet durant la période considérée

<p><u>Données factuelles:</u> Quelles sont les données factuelles/ les preuves concrètes appuyant ce rapport et l'état d'avancement du projet? Des processus de consultation ou de validation concernant ce rapport ont-ils eu lieu? (1 000 lettres maximum)</p>	<p>Le rapport est appuyé par les différents rapports trimestriels, semestriels, annuels, les listes des présences pour les ateliers, les articles/reportages des journaux, les émissions radiophoniques, photos et les témoignages du public/participants.</p> <p>Des données factuelles attestent l'atteinte des résultats. Ainsi, sur le plan géographique, les 18 provinces du pays ont été couvertes par les activités du projet, aussi bien en ce qui concerne les cadres de dialogue que pour le renforcement des capacités des partis politiques, avec 18 cadres de dialogue mis en place et 1560 leaders politiques et communautaires ayant acquis des compétences en matière de dialogue et de la gestion d'activités politiques. Aussi, un recueil des aspirations des leaders au niveau communautaire a été versé au processus de dialogue interne, et des contributions au processus de dialogue externe ont été soumises au bureau de la médiation de l'EAC. Enfin, 30 associations pour la paix ont été opérationnalisées.</p>
<p><u>Financement des déficits budgétaires:</u> Le projet a-t-il permis de combler les déficits budgétaires cruciaux liés au processus de consolidation de la paix dans le pays? Décrire brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet a été d'un grand apport quand à l'implication des jeunes dans le processus de dialogue et de consolidation de la paix. Les avis sont unanimes sur la nécessité d'impliquer ce groupe, mais les 2 processus (interne et Arusha) n'avaient pas impliqué ce groupe. Sur l'aspect jeunesse, le projet a permis de compléter les efforts du projet "Appui à la Sécurité Communautaire et la cohésion sociale auprès des jeunes touchés par le conflit.</p> <p>Aussi, les recommandations issues des consultations avec les représentants des formations politiques et organisations de la société civile ont pu alimenter le processus de dialogue interne.</p> <p>Même si les deux processus n'avaient pas été analysés sous l'angle de déficit budgétaire, il est évident que l'apport du projet a permis de combler un gap au niveau de la participation, qui peut s'évaluer en termes budgétaires.</p> <p>Le projet a été également complémentaire aux projets: a) « Promotion du rôle de la femme dans la consolidation de la paix » appuyé par ONUFEMMES et b) « Consolidation des acquis de la paix par les théâtres axés sur les valeurs Ubuntu », mis en œuvre par l'UNICEF.</p>
<p><u>Effets catalytiques:</u> Le projet a-t-il produit des effets catalytiques, soit en générant des engagements de fonds supplémentaires soit en créant directement des conditions propices à débloquent ou accélérer un processus de paix? Décrire brièvement.</p>	<p>Le projet a été catalytique, surtout par rapport à la mise en place des cadres permanents de dialogue et de prévention des conflits pour les jeunes. Actuellement, le PNUD a déjà développé une note conceptuelle pour l'opérationnalisation de ces cadres dans quelques communes pilotes dans une optique de mobilisation des ressources.</p>

<p>(1 500 lettres maximum)</p>	<p>Il s'agira de mettre ensemble les femmes médiatrices et les jeunes engagés pour la paix et de former un réseau de dialogue et de prévention des conflits.</p> <p>Un réseau des acteurs pour la consolidation de la paix est déjà opérationnel (à ce jour 30 associations/organisations oeuvrant en matière de paix le constituent). Il est en train d'élaborer un projet qui sera soumis à GIZ.</p>
<p><u>Gestion de risques/innovation</u>: Le projet a-t-il soutenu des activités innovatrices ou risquées dans le cadre d'une consolidation de la paix? Quelles étaient ces activités et quel a été le résultat obtenu? (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Le projet a été innovateur au Burundi, dans ce sens que depuis un certain temps, il était difficile de mettre ensemble les représentants des partis politiques opposées. A certains égards, le projet a réussi, au niveau communautaire, ce que la médiation régionale n'a pas pu faire à ce jour. Il faut aussi signaler que c'était une approche risquée, au début de ce rapprochement, parce qu'il a fallu gérer les impulsions des uns et des autres et cela aurait pu dégénérer. Aussi, à certains moments, le Gouvernement a interprété le fait de créer des espaces de dialogue comme une incursion au processus de dialogue interne. Cela représentait un risque pour les organisateurs et les participants. Cependant, grâce à l'expertise et expérience des partenaires d'exécution, tous ces risques ont pu être transformés en opportunités. En effet, les gens ont pu vider les supposés différents politiques par le fait d'en parler et le Gouvernement a pu se rendre compte que les espaces de dialogue créés sont plus des atouts que des menaces au processus interne de dialogue et ils ont pu en tirer profit.</p> <p>48 représentations du théâtre interactif joués dans quartiers affectés par les violences de 2015 pour amorcer le dialogue entre jeunes. Les thèmes abordés pouvaient paraître provocateurs à cause contexte sociopolitique, avec l'ingéniosité des acteurs de l'Association TUBIYAGE, tout s'est bien passé. Il fallait avertir l'administration et responsables sécurité sur ces descentes, et partager scenarii.</p>
<p><u>Note d'évaluation sur la parité entre les sexes</u>: La note d'évaluation sur la parité entre les sexes attribuée au début du projet est-elle toujours valable à la fin du projet? Le problème de la parité entre les sexes a-t-il été pris en compte d'une quelconque manière dans la mise en œuvre du projet? Expliquer brièvement. (1 500 lettres maximum)</p>	<p>Concernant la parité entre les sexes, les partenaires de mise en oeuvre ont essayé d'impliquer les femmes dans toutes les activités du projet. Il faut cependant signaler le groupe cible, c'est-à-dire les leaders au niveau communautaire, et au sein des formations politiques surtout, n'est pas très paritaire. C'est pour éveiller les consciences sur cet aspect qu'une étude sur la place de la femme au sein des formations a été conduite, et que des recommandations concrètes pour corriger les tendances ont été faites.</p>

1.3 ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE PAR INDICATEUR : Utiliser le **Cadre de résultats du projet** (du document de projet approuvé) pour indiquer dans le tableau ci-dessous l'état d'avancement et les dernières évolutions concernant les indicateurs clefs de performance à la fois pour les résultats et les produits. Dans les cas où des données quantitatives ne sont pas disponibles, donner une explication qualitative dans le tableau ci-dessus. (300 lettres max.)

	Indicateur de performance	Indicateur de départ	Indicateur cible de fin de projet	État d'avancement de l'indicateur actuel	Raisons du changement / délai (le cas échéant)	Indicateur cible rectifié (le cas échéant)
Résultat 1 Les communautés, les acteurs politiques et de la société civile, dont les femmes et les jeunes, ont leur capacités renforcées et leurs aspirations prises en compte par le processus de dialogue interburundais	Indicateur 1.1 Niveau d'implication des représentants des communautés, des partis politiques et de la société civile dans le processus de dialogue	Faible implication des représentants locaux et leaders des partis politiques dans le processus de dialogue.	Le niveau de l'implication des différents acteurs est amélioré.	1560 leaders communautaires et acteurs politiques ont participé aux différents cadres d'échange organisés par le projet. Cela leur a permis de participer indirectement au processus de dialogue interne, et d'exprimer leur avis sur les points inscrits à l'agenda du processus de dialogue externe	Le climat de méfiance qui a prévalu après les troubles électoraux de 2015 ont perturbé les activités de dialogue.	
	Indicateur 1.2 Nombre de recommandations pertinentes issues de la base prises en compte dans le processus de	0	Au moins 10 recommandations pertinentes issues des représentants locaux et des leaders communautaires	Les recommandations contenues ont été formulées sur les huit points inscrits à l'agenda d'Arusha par la médiation et une liste des questions	Les recommandations émises par les différents acteurs lors des ateliers organisés à l'intérieur du pays ont été relayées dans les séances organisées par la CNDI et certaines d'entre	

	préparation du dialogue		sont prises en compte dans le processus de Dialogue National.	prioritaires touchant la vie nationale a été confectionnée.	elles ont été prises en compte.	
Produit 1.1 Les leaders locaux et représentants des partis politiques au niveau provincial disposent des capacités (négociations) et constituent un cadre de référence et de canalisation des aspirations communautaires au processus de dialogue national.	Indicateur 1.1.1 Existence des cadres de renforcement de capacités mis en place et opérationnels	Absence de cadres permanents de renforcement des capacités sur les questions citoyennes au niveau local	Au moins 2 cadres de renforcement de capacités des leaders locaux sont mis en place et opérationnels dans chaque province.	1 cadre provincial et 1 cadre national de renforcement des capacités des présidents provinciaux des partis politiques ont été mis en place avec l'appui de BLTP. Aussi, avec l'appui de ICB, 1 cadre d'échanges provinciaux (un par province) ont été mis en place.	La crise de 2015 a dicté au projet de mettre plus de focus sur le niveau provincial.	
	Indicateur 1.1.2					

Produit 1.2 Les recommandations et idées issues des échanges réguliers entre leaders locaux et représentant des partis politiques à la base contribuent effectivement au processus de dialogue national	Indicateur 1.2.1 Existence d'un recueil des aspirations communautaires au processus de réconciliation nationale et de cohésion sociale	0	Au moins 1 recueil des aspirations communautaires existe et les aspirations sont intégrées dans le processus de dialogue national	Les rapports des ateliers contenant les recommandations de la population sur le processus de dialogue dans toutes les 18 provinces ont été compilés dans un recueil. Certaines de ces recommandations ont été intégrées dans le processus de dialogue national.	Suite	
	Indicateur 1.2.2					
Produit 1.3 Les jeunes des partis politiques, de la société civile, des groupes communautaires clés, cibles par le	Indicateur 1.3.1 Existence d'un cadre d'échange et de dialogue entre les jeunes à tous les niveaux	0	Un cadre d'échange existe et fonctionnel	Un cadre de dialogue permanent entre les jeunes a été mis en place, avec des démembrements dans les 18 provinces du pays.	Il y a eu des retards dans la mise en place de ces cadres, suite à l'indisponibilité des membres souvent pris dans les activités de leurs partis politiques respectives (notamment ceux du parti au pouvoir).	
	Indicateur 1.3.2					

projet, y compris les leaders religieux, contribuent de manière paisible et positive à la sauvegarde de la paix, et s'engagent restreignent de tout acte de violence						
Résultat 2	Indicateur 2.1					
	Indicateur 2.2					
Produit 2.1 Produit 1.4 La population est mobilisée autour des valeurs de dialogue, de paix et de cohésion sociale, et a	Indicateur 2.1.1 Niveau d'expression de la population sur les valeurs de dialogue, de paix et de cohésion sociale.	La population a un faible niveau d'expression sur les valeurs de dialogue, de paix et de cohésion sociale	Des représentants de la population (hommes, femmes, garçons) de toutes les couches sociales et de toutes les communautés prennent la parole pour exprimer leurs points de vue.	72 représentations, 14910 dont 5694 garçons, 5296 filles, 2401 hommes, et 1500 femmes, dont 202 responsables scolaires participent. 467 dont 142 garçons, 143 filles, 99 hommes, 83 femmes donnent recommandations	La non signature du document révu a causé des retards dans la mise en oeuvre des activités.	

l'opportunité de donner sa contribution à la promotion de ces valeurs				-Culture de dialogue avec 5 conféren/débats - 3 publiereportages sur défis du pays		
	Indicateur 2.1.2 Nombre et type d'outils de communication/information sont produits et diffusés	Nombre et type d'outils de communication/information sont produits et diffusés	Peu d'outils de communication/information qui intègrent les valeurs culturelles aux fins de la consolidation de la paix Au moins 1 pièce de théâtre interactive et 30 représentations - Au moins 1 pièce de théâtre populaire Ninde et une 1 diffusion à RTNB - Au moins 60 écoles, 25 centres jeunes	- 3 spots, 3 sketches audio, 2 sketches TV, 112 diffusions. Outils multipliés en 530 copies chacun distribués à écoles secondaires pour civime et activités périscolaires - 2 pièces populaires& 3 diffusions. - 18 panneaux avec message fédérateur sur cohésion sociale installés chef,lieu provinces	La non signature du document révu a causé des retards dans la mise en oeuvre des activités.	
Produit 2.2	Indicateur 2.2.1					
	Indicateur 2.2.2					
Produit 2.3	Indicateur 2.3.1					
	Indicateur 2.3.2					

Résultat 3	Indicateur 3.1					
	Indicateur 3.2					
Produit 3.1	Indicateur 3.1.1					
	Indicateur 3.1.2					
Produit 3.2	Indicateur 3.2.1					
	Indicateur 3.2.2					
Produit 3.3	Indicateur 3.3.1					
	Indicateur 3.3.2					
Résultat 4	Indicateur 4.1					
	Indicateur 4.2					
Produit 4.1 Produit 4:	Indicateur 4.1.1					
	Indicateur 4.1.2					
Produit 4.2	Indicateur 4.2.1					
	Indicateur 4.2.2					
Produit 4.3	Indicateur 4.3.1					

	Indicateur 4.3.2					
--	------------------	--	--	--	--	--

PART 2: ENSEIGNEMENTS TIRÉS ET EXEMPLE D'ASPECT DU PROJET RÉUSSI

2.1 Enseignements tirés

Indiquer un minimum de trois enseignements clés tirés de la mise en œuvre du projet. Ceux-ci peuvent inclure des enseignements sur les thèmes liés directement au projet, à son processus de mise en œuvre ou encore à sa gestion.

Enseignement 1 (1 000 lettres maximum)	Il faut bien identifier les partenaires de mise en oeuvre, sur base de l'expertise et de la maîtrise du terrain. C'est grâce à la posture des partenaires de mise en oeuvre dans le domaine du dialogue que les activités ont pu être menées, parce que le contexte était trop tendu et très sensible, avec les troubles électoraux de 2015.
Enseignement 2 (1 000 lettres maximum)	Pour des projets avec un certain niveau de sensibilité politique, il faut d'abord maîtriser le terrain et identifier les agents du changement et les pôles d'influence au sein des institutions ou des partis politiques. Ainsi, les points focaux et jeunes affiliés des partis politiques, de même que les leaders religieux sont de puissants artisans du dialogue communautaire et de la cohésion sociale à condition qu'ils bénéficient d'un accompagnement soutenu.
Enseignement 3 (1 000 lettres maximum)	La progression vers les résultats dans le cadre du dialogue, surtout avec une dimension politique n'est pas très linéaire. Il y a des hauts et des bas, mais le tout concourt, dans une certaine mesure, à rapprocher les antagonistes, et laisse de l'impact, des fois imperceptibles, mais qui peuvent porter leurs fruits.
Enseignement 4 (1 000 lettres maximum)	Il est difficile d'évaluer l'impact de la sensibilisation des masses sur le contexte burundais. Cependant, le fait de tenir la population informée sur les initiatives en cours, et sur certaines notions en matière de cohésion sociale et de dialogue, et de lui donner un espace pour qu'elle donne son avis est une approche à encourager.
Enseignement 5 (1 000 lettres maximum)	Le niveau local constitue un environnement favorable au dialogue, à la consolidation de la paix et au renforcement de la cohésion sociale. En effet, les cadres permanents de dialogue entre les leaders des Jeunes, la société civile et les groupes confessionnels dans toutes les Provinces peuvent permettre de trouver des solutions aux problèmes, de consolider la cohésion sociale et concevoir ensemble les projets d'auto - développement

2.2 Exemple d'aspect de projet réussi (OPTIONNEL)

Donner un exemple d'aspect de ce projet réussi pouvant figurer sur le site Internet de PBSO et dans la Newsletter ainsi que dans le Rapport Annuel sur la performance du Fonds. Veuillez indiquer, s'il vous plaît, les éléments et chiffres clés ainsi que les citations (3 000 lettres maximum).

La mise en place formelle des cadres permanents de dialogue pour les jeunes a été un succès inespéré dans le contexte Burundais. En effet, la tournure qu'a pris le processus électoral de 2015 a consommé la cassure entre les jeunes affiliés aux partis politiques de la mouvance et

de l'opposition. Etre parvenu à les mettre ensemble autour des engagements communs a été un exploit.

PART 3 – ÉTAT D'AVANCEMENT DES ALLOCATIONS BUDGÉTAIRES ET DES PROCESSUS DE GESTION

3.1 Commentaires sur l'état général des allocations budgétaires

Veillez indiquer si les dépenses liées au projet ont été en phase, en retard, ou en décalage avec les allocations budgétaires initialement prévues: conforme au plan

Si les dépenses ont été en retard ou en décalage, veuillez expliquer brièvement (500 lettres maximum).

Le montant total des dépenses cumulées s'élèvent à 1 226 335 USD, soit un taux d'absorption 98.9%

Veillez donner des progrès sur l'utilisation des fonds par résultat et produit.⁵

Numéro du produit	Titre du produit	Agence ONU récipiendaire	Budget approuvé	Budget dépensé	Commentaires sur l'état de dépense
Résultat 1: Les communautés, les acteurs politiques et les organisations de la société civile, dont les femmes et les jeunes, ont leur capacités renforcées et leurs aspirations prises en compte par le processus de dialogue inter burundais.					
Produit 1.1	Les leaders locaux et représentants des partis politiques au niveau provincial disposent des capacités (négociations) et constituent un cadre de référence et de canalisation des aspirations communautaires au processus de dialogue national.	PNUD	334384	745 772,73	
Produit 1.2	Les recommandations et idées issues des échanges	PNUD	431 232,00	231 115,27	

⁵ Veuillez noter que les informations financières sont préliminaires, en attendant la soumission du rapport financier annuel à l'Agent Administratif.

	réguliers entre leaders locaux et représentant des partis politiques à la base contribuent effectivement au processus de dialogue national				
Produit 1.3	Les jeunes des partis politiques, de la société civile, des groupes communautaires clés, ciblés par le projet, y compris les leaders religieux, contribuent de manière paisible et positive à la sauvegarde de la paix, s'engagent et se restreignent de tout acte de violence	PNUD	334,384	119 386,00	
Résultat 2:					
Produit 2.1	Produit 1.4: La population est mobilisée autour des valeurs de dialogue, de paix et de cohésion sociale, et a l'opportunité de donner sa contribution à la promotion de ces valeurs	UNESCO	140000	130 061	
Produit 2.2					
Produit 2.3					
Résultat 3:					
Produit 3.1					
Produit 3.2					

Produit 3.3					
Résultat 4:					
Produit 4.1					
Produit 4.2					
Produit 4.3					
Totale:			1 240 000	1 226 335	

3.2 Commentaires sur les processus de gestion et de mise en œuvre

Veillez commenter sur les processus de gestion et de mise en œuvre du projet, telle que l'efficacité des partenariats de mise en œuvre, la coordination/cohérence avec d'autres projets, toute coopération Sud-Sud, les modalités d'appui, les quelconques activités de capacitation, l'utilisation de systèmes de pays partenaires le cas échéant, le soutien du Secrétariat du PBF et la supervision du Comité conjoint de pilotage (pour PRF seulement). Veillez également mentionner les changements apportés au projet (quel type et quand) (2 000 lettres maximum):

Le projet a été géré selon les règles et procédures des agences récipiendaires, c'est à dire le PNUD et l'UNESCO. Le PNUD a établi des contrats de partenariats avec les ONGs nationales et internationales (ECB, NIMD:BLTP et ACCORD) pour mettre en oeuvre des activités sur terrain. L'UNESCO a travaillé directement avec les médias, les instituts académiques et de recherche, et.

Des réunions de coordination ont eu régulièrement lieu, impliquant les partenaires d'exécution et permettent de discuter ensemble des défis rencontrés et de convenir des thématiques qui peuvent faire l'objet de l'appui des médias et devant servir, par ailleurs, de référence à la production des outils de communication/ information (spots, sketches, chanson, etc.), composantes du projet appuyées par l'UNESCO.

Le projet a bénéficié du suivi et des orientations du Comité de Pilotage Conjoint PBF, ce qui a permis de valider la révision du document, et d'obtenir l'extension du projet pour permettre la finalisation des activités. Enfin, le projet a régulièrement bénéficié de l'appui technique du Secrétariat PBF, surtout en ce qui concerne les procédures spécifiques au PBO.